

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2019/30737]

**25 AVRIL 2019. — Décret relatif à la mise en œuvre de l'année complémentaire organisée au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers et modalités de recours**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, § 2, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers est complété par trois alinéas, rédigés comme suit :

« Dans le respect du règlement des études de l'établissement, d'autres sessions peuvent être organisées entre le 1<sup>er</sup> février et le 30 juin de cette troisième année complémentaire.

En cas d'échec à l'épreuve finale au terme de l'une des sessions organisées conformément au précédent alinéa, l'élève reçoit une décision d'ajournement et peut automatiquement participer à la session suivante.

Dans le cas des sessions organisées conformément à l'alinéa 2, le Conseil de classe statue sur la délivrance du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou d'infirmier(e) hospitalier(e) – orientation santé mentale et psychiatrie au plus tard le 30 juin. ».

**Art. 2.** Dans le même décret, à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, un deuxième alinéa est inséré entre le premier et le second alinéa, rédigé comme suit :

« Une attestation provisoire de réussite établie conformément aux modèles fixés par le Gouvernement est délivrée aux lauréats de l'épreuve finale. ».

**Art. 3.** Dans le même décret, à l'article 10, il est ajouté un troisième paragraphe, rédigé comme suit :

« § 3. Cependant, le Conseil de classe peut déclarer lauréat de première, deuxième, troisième années ainsi que de l'épreuve finale, un élève qui n'a pas satisfait aux critères de l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et pour lequel le déficit est acceptable au vu de l'ensemble de ses résultats.

Dans ce cas, le Conseil de classe octroie l'attestation ou le brevet, quelle que soit la note obtenue; celle-ci est alors considérée comme ayant atteint le seuil de réussite. ».

**Art. 4.** Dans le même décret, le deuxième alinéa de l'article 21 et le deuxième alinéa de l'article 25 sont complétés comme suit :

« dans les matières suivantes :

- médecine générale et spécialités médicales,
- chirurgie générale et spécialités chirurgicales,
- soins aux enfants et pédiatrie,
- hygiène et soins à la mère et au nouveau-né,
- santé mentale et psychiatrie,
- soins aux personnes âgées et gériatrie,
- soins à domicile. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Art. 5.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'alinéa 8 de l'article 96 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La notification des décisions prises suite à ces procédures internes est soit remise en mains propres aux demandeurs contre accusé de réception, soit adressée par envoi recommandé :

- au plus tard le 25 juin pour les jurys de qualification de juin et au plus tard le 30 juin pour les conseils de classe de juin;
- dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les jurys de qualification et pour les conseils de classe de septembre;

- au plus tard le 31 janvier pour la première session, dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les conseils de classe des sessions suivantes et au plus tard le 30 juin pour les conseils de classe de juin de la 3<sup>e</sup> année complémentaire du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, sections soins infirmiers visée à l'article 3, § 2 du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers. ».

**Art. 6.** Dans le même décret, à l'article 98, § 1<sup>er</sup>, les mots « la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 5 » sont remplacés par les mots « la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 6 ».

Dans le même décret, à l'article 98, § 1<sup>er</sup>, il est inséré un deuxième et un troisième alinéa entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, rédigés comme suit :

« En ce qui concerne les décisions rendues par le Conseil de classe de janvier de la 3<sup>e</sup> année complémentaire visée à l'article 3, § 2, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers, l'élève, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peuvent introduire un recours contre une décision d'échec, pour autant qu'ils aient épuisé la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 6, jusqu'au 10 février, ou jusqu'au 1<sup>er</sup> jour ouvrable qui le suit, si celui-ci est un dimanche.

En ce qui concerne les décisions rendues par le Conseil de classe de juin de la 3<sup>e</sup> année complémentaire visée à l'article 3, § 2, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers, l'élève, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peuvent introduire un recours contre une décision d'échec, pour autant qu'ils aient épuisé la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 6, jusqu'au 10 juillet, ou jusqu'au 1<sup>er</sup> jour ouvrable qui le suit, si celui-ci est un dimanche. » .

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'Arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 7.** Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'article 6, § 3, est complété par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> le nombre de périodes-professeur pour la 3<sup>e</sup>me année complémentaire visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers, est obtenu en multipliant par 0,4 le nombre d'élèves de troisième année. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 8.** Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, à l'article 3, § 3, alinéa 5, 7<sup>o</sup>, après les mots « « élève de l'enseignement ordinaire technique et professionnel des autres secteurs : 673,82 EUR » sont insérés les mots « , à l'exception de l'élève de la troisième année complémentaire visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers, pour lequel ce montant est réduit à 20 %; ».

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 798-1 – Amendements en commission, n° 798-2 – Rapport de commission, n° 798-3. – Texte adopté en commission, n° 798-4. – Texte adopté en séance plénière, n° 798-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 avril 2019.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30737]

**25 APRIL 2019. — Decreet betreffende de uitvoering van het aanvullend jaar georganiseerd op de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde, en beroepsprocedures**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkunde***

**Artikel 1.** Artikel 3, § 2, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkunde, wordt aangevuld met drie leden, die als volgt luiden :

“In overeenstemming met het studiereglement van de instelling kunnen tussen 1 februari en 30 juni van dit derde aanvullende jaar andere zittingen worden georganiseerd.

In geval van niet slagen voor de eindproef op het einde van een van de zittingen die overeenkomstig het vorige lid zijn georganiseerd, krijgt de student een beslissing tot uitstel en kan hij automatisch deelnemen aan de volgende zitting.

Bij zittingen die worden georganiseerd in overeenstemming met lid 2 beslist de Klassenraad uiterlijk op 30 juni over de toekenning van het brevet van ziekenhuisverpleegkundige of -verpleegkundige - oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie. ».

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt in artikel 4, § 1, een tweede lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, dat als volgt luidt :

“Een voorlopige slaagverklaring, opgesteld volgens de door de Regering vastgestelde modellen, wordt afgegeven aan de geslaagde kandidaten voor de eindproef. ».

**Art. 3.** In hetzelfde decreet wordt in artikel 10 een derde paragraaf toegevoegd, die als volgt luidt :

“De Klassenraad kan echter een geslaagde voor het eerste, tweede, derde jaar alsook voor de eindproef, een leerling die niet voldoet aan de criteria van artikel 10, §§ 1 en 2, en voor wie het tekort aanvaardbaar is in het licht van al zijn resultaten.

In dit geval kent de Klassenraad het attest of brevet toe, ongeacht de behaalde punten; deze worden dan geacht de succesdrempel te hebben bereikt. ».

**Art. 4.** In hetzelfde decreet worden het tweede lid van artikel 21 en het tweede lid van artikel 25 als volgt aangevuld :

“in de volgende onderwerpen :

- algemene geneeskunde en medische specialiteiten,
- algemene chirurgie en chirurgische specialiteiten,
- kinderverzorging en kindergeneeskunde,
- hygiëne en zorg voor moeder en pasgeborene,
- geestelijke gezondheid en psychiatrie,
- zorg voor ouderen en geriatrie,
- thuiszorg. ».

**HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren***

**Art. 5.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt lid 8 van artikel 96 vervangen door het volgende lid :

“De kennisgeving van beslissingen die naar aanleiding van deze interne procedures zijn genomen, wordt ofwel persoonlijk tegen ontvangstbewijs aan de aanvragers overhandigd, ofwel per aangetekende brief verzonden :

- uiterlijk op 25 juni voor de kwalificerende examencommissies in juni en uiterlijk op 30 juni voor de klassenraden in juni;
- binnen 5 dagen na de beraadslagingen voor de bevoegde examencommissies en de septemberklassenraden;
- uiterlijk op 31 januari voor de eerste zitting, binnen de 5 dagen na de beraadslagingen voor de klassenraden van de volgende zittingen en uiterlijk op 30 juni voor de juni-klassenraden van het 3de aanvullende jaar van de 4de graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde bedoeld in artikel 3, § 2 van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening. ».

**Art. 6.** In hetzelfde decreet worden in artikel 98, § 1, de woorden "de interne procedure bedoeld in artikel 96, vijfde lid" vervangen door de woorden "de interne procedure bedoeld in artikel 96, zesde lid".

In hetzelfde decreet wordt in artikel 98, § 1, tussen het eerste en het tweede en het derde lid een tweede en derde lid ingevoegd, die als volgt luiden :

"Met betrekking tot de beslissingen van de Klassenraad van januari van het derde aanvullend jaar bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening, kunnen de student, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon aan wie het ouderlijk gezag is toegekend, indien hij minderjarig is, tegen een beslissing tot niet-slagenverklaring in beroep gaan, mits zij de in artikel 96, zesde lid, bedoelde interne procedure tot en met 10 februari of tot de eerste werkdag volgende op die datum, indien het een zondag betreft, volledig hebben benut.

Met betrekking tot de beslissingen van de Klassenraad van juni van het derde aanvullend jaar bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening, kunnen de student, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon aan wie het ouderlijk gezag is toegekend, indien hij minderjarig is, tegen een beslissing tot niet-slagenverklaring in beroep gaan, mits zij de in artikel 96, zesde lid, bedoelde interne procedure tot en met 10 juli of tot de eerste werkdag volgende op die datum, indien het een zondag betreft, volledig hebben benut. » .

**HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van 31 augustus 1992 van de Executieve van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan**

**Art. 7.** In het besluit van de Executieve van 31 augustus 1992 van de Executieve van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt artikel 6, § 3, aangevuld met de volgende bepaling :

"3° het aantal lestijden-leraar voor het derde aanvullend jaar bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde, wordt bekomen door het aantal leerlingen van het derde jaar te vermenigvuldigen met 0,4."

**HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

**Art. 8.** In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden in artikel 3, § 3, vijfde lid, 7°, na de woorden "leerling van het gewoon technisch en beroepsonderwijs van andere sectoren : 673,82 EUR" de woorden ingevoegd, met uitzondering van de leerling in het derde aanvullend jaar bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde, waarvoor dit bedrag wordt verminderd tot 20 %;".

**HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding**

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 798-1. - Commissieamendementen, nr. 798-2. - Commissieverslag nr. 798-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 798-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 798-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 april 2019.